



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

DREAL - UT 54/55

30 DEC. 2016

Bar le Duc - Courriel arrive

COPIE

Préfecture de la Meuse
Secrétariat général
Direction des usagers et des libertés publiques
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

N° 2016 – 2717 du 16 décembre 2016

**modifiant les prescriptions fixées à l'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral
n°2009-0972 du 19 mai 2009 autorisant l'exploitation par la société ARCELORMITTAL
CONSTRUCTION FRANCE de son établissement industriel (site 2) à CONTRISSON**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

VU le code de l'environnement parties législative et réglementaire du titre 1^{er} du livre V et notamment son article R. 512-31 ;

VU le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-2002 du 19 septembre 2016 accordant délégation de signature à Madame Corinne SIMON, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-0972 du 19 mai 2009 autorisant et encadrant l'exploitation par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE de son établissement industriel site 2 à CONTRISSON ;

VU l'étude technico-économique n°6147249-1/1-XMISJL relative aux mesures compensatoires destinées à se substituer à la mise en place d'un second bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie, réalisée par BUREAU VERITAS (agence de REIMS), datée du 22 septembre 2014 et transmise par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE au préfet de la Meuse le 2 octobre 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est PP/CL/152-2016 du 3 octobre 2016 ;

VU l'avis favorable exprimé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 25 novembre 2016 ;



Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :
de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg CS 30 512 55 012 BAR LE DUC CEDEX – Tél : 03 29 77 55 55 – Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

VU le projet d'arrêté porté le 30 novembre 2016 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observations ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires présentées dans l'étude technico-économique du 2 octobre 2014 par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE permettent de ne pas avoir recours ou de limiter l'utilisation d'eau pour combattre un incendie dans le bâtiment P9/P10, le local de la chaufferie et le local électrique de son établissement industriel site 2 à CONTRISSON ;

CONSIDÉRANT que la réalisation d'un second bassin de rétention des eaux d'extinction d'un incendie n'est de fait plus justifiée ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations susvisées pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : CHAMP ET PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

La société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, dont le siège social est à ZI Site 1 – 55 800 CONTRISSON, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques, dénommée site 2, sur le territoire de la commune de CONTRISSON sous réserve du strict respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-0972 du 19 mai 2009 modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE PRESCRIPTIONS PRÉFECTORALES

Les prescriptions fixées à l'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-0972 du 19 mai 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 7.6.7 :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées par un accident ou un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, est recueilli par un bassin de rétention d'un volume minimal de 2 700 m³, pour le versant côté atelier P1/P2, P3/P4, ligne 3 et stockage peinture de l'établissement.

Pour le versant côté P9/P10 de l'établissement, les dispositions suivantes sont mises en place et les justificatifs transmis à l'inspection des installations classées **dans le délai maximal de neuf mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

Bâtiment P9/P10 :

La quantité de matières combustibles représente au plus 1 % des matériaux présents dans le bâtiment.

Les huiles stockées et utilisées dans l'atelier P9/P10 ne sont pas combustibles.

Local de la chaufferie :

- . Un dispositif de détection de la concentration en gaz est installé dans le local de la chaufferie, avec un asservissement permettant la coupure automatique de la vanne d'alimentation principale en gaz en cas de dépassement du seuil de concentration de 30 % de la LIE (Limite Inférieure d'Explosivité). Un premier niveau d'alerte à 15 % de la LIE est également prévu.
- . Un dispositif de détection d'incendie, comportant 2 boucles actives, est mis en place dans le local de la chaufferie, avec un asservissement permettant la coupure automatique de la vanne d'alimentation principale en gaz en cas de détection d'un départ d'incendie.
- . Aucun matériau combustible solide ou liquide n'est présent dans le local de la chaufferie ;
- . Les alarmes et les dérangements techniques de ces dispositifs de détection sont reportés au PC de l'agent de surveillance du Site 1 CONTRISSON présent 24H /24 et 7j/7, couplés de manière redondante à une télésurveillance agréée APSAD P3.
- . Des vannes manuelles de sectionnement de l'alimentation en gaz sont présentes à l'extérieur du local de la chaufferie.

➤ Local électrique :

Un dispositif automatique d'inertage, utilisant un gaz de type azote, asservi à une détection d'incendie, est mis en place dans le local électrique.

➤ Dispositions constructives :

Les moyens de protection suivants sont mis en place aux endroits spécifiés :

- Mur coupe-feu de degré 2 heures entre le local électrique et le bâtiment P9.
- Mur coupe-feu de degré 2 heures entre le local de la chaufferie et le local électrique.
- Mur coupe-feu de degré 2 heures entre le local électrique et les bureaux.

Ces parois coupe-feu séparant les locaux techniques dépasseront de 1 m en toiture et de 1 m en façade avant.

Après analyses, les eaux d'extinction d'un incendie recueillies dans les rétentions peuvent suivre deux destinations, selon les critères suivants :

- Si les valeurs limites définies à l'article 4.3.7 du présent arrêté sont respectées, les eaux pourront être rejetées dans le milieu naturel (le canal de la Marne au Rhin) après accord du service chargé de la police de l'eau.
- Dans le cas contraire, ces eaux seront à considérer comme des déchets et devront à ce titre être évacuées et éliminées dans une installation dûment autorisée à cet effet au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

»

ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 : INFORMATION

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CONTRISSON et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins de la Préfète et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

– la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,
– le Maire de CONTRISSON,
– l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement DREAL – UT55),
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

* à titre de notification à :

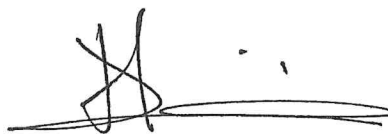
– Monsieur le Directeur de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE (Site 2)
55 800 CONTRISSON.

* à titre d'information aux :

– Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,
– Directeur départemental des territoires,
– Délégué territorial de l'agence régionale de santé,
– Chef du service départemental d'incendie et de secours.

BAR LE DUC, le **16 DEC. 2016**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Corinne SIMON